

Agnès Delahaye, historienne : « Les mobilisations de Minneapolis s’inscrivent dans l’histoire des grandes luttes sociales aux Etats-Unis »

Propos recueillis par [Claire Legros](#) *Le Monde*, 16 février 2026

Entretien - Le récit promu par Donald Trump d’une Amérique blanche rayonnant sur le monde vise à effacer la complexité d’une histoire multiculturelle faite de violences et de luttes d’émancipation, explique l’historienne, dans un entretien au « Monde », à l’occasion de la parution de son ouvrage « A qui appartient le 4 juillet ? ».

Professeure de civilisation américaine à l’université Lumière-Lyon-II, Agnès Delahaye est spécialiste de l’histoire coloniale américaine et travaille, dans le cadre du projet de recherche America 2026 – un consortium de chercheurs européens, nord-américains, sud-américains et japonais –, sur la place de la révolution américaine dans l’histoire du continent.

A l’occasion des commémorations du 250^e anniversaire de l’indépendance des Etats-Unis, son nouvel ouvrage, *A qui appartient le 4 juillet ? L’indépendance américaine et sa mémoire* (JC Lattès, 112 p., 9,90 euros), s’intéresse à l’instrumentalisation du passé aux Etats-Unis et montre comment la vision trumpiste d’un âge d’or de l’Amérique révolutionnaire se heurte aux travaux d’histoire sociale.

Dans un décret de mars 2025 visant à prendre le contrôle de musées et de bibliothèques à Washington, Donald Trump annonçait vouloir « restaurer la vérité et la raison dans l’histoire américaine ». Est-ce l’origine de votre livre ?

Oui, car, face au révisionnisme, il est important de rétablir l’histoire dans sa complexité, sans laquelle on ne peut comprendre les événements tragiques que connaissent aujourd’hui les Etats-Unis. Le projet de Donald Trump est une révision historique des avancées démocratiques depuis la révolution américaine, et il ne s’en cache pas. Lors de son premier mandat, il avait déjà réuni une commission chargée de réécrire l’histoire nationale. Ce Project 1776 développait un récit simpliste et linéaire des Etats-Unis, [celui d’une Amérique blanche et capitaliste, lumière des libertés, rayonnant sur le reste du monde](#). Ce récit va à l’encontre de tout ce que l’histoire sociale américaine nous a enseigné.

Cette fois, Donald Trump promet de reprendre en main les commémorations du 4 juillet 1776. Les manifestations annoncées célèbrent la violence et l’exaltation du corps avec des épreuves sportives et un tournoi de MMA, ce sport de combat très en vogue chez les masculinistes. Le programme prévoit aussi l’installation d’un « jardin des héros américains » : parmi les 250 personnages historiques pressentis, on compte un peu moins d’un quart de femmes, une poignée d’Africains-Américains et une seule personne amérindienne.

Il s’agit d’effacer une histoire multiculturelle, faite de violences, de dominations, de luttes d’émancipation et de progrès sociaux, pour la remplacer par un récit national qui ne fasse pas « honte » aux Américains de leur passé, affirme Trump.

En quoi la complexité historique que vous décrivez éclaire-t-elle les récentes mobilisations de la population à Minneapolis contre la police fédérale de l’immigration ICE ?

Les visées dominatrices et les idéaux égalitaires, présents lors de la révolution, n’ont cessé de se confronter durant deux cent cinquante ans. La brutalité et l’impunité de l’ICE dans les rues de Minneapolis sont les héritières des violences commises au XVIII^e siècle par les milices chargées de défendre les territoires conquis et de contrôler la force de travail.

Ces groupes armés locaux pouvaient déplacer les villages autochtones, poursuivre les esclaves en fuite et les engagés volontaires lorsqu’ils partaient chercher de meilleures opportunités. Ils agissaient en marge de la loi, mais en son nom, hors de tout contrôle. Ces milices sont d’ailleurs à l’origine du deuxième amendement, autorisant le port d’armes. Les dirigeants révolutionnaires, malgré leur attachement aux Lumières, ont protégé cette force de contrôle locale.

Cette part sombre de l’histoire américaine reste très présente dans l’imaginaire [*du mouvement trumpiste*] MAGA (« Make America Great Again », « rendre sa grandeur à l’Amérique »). N’oublions pas qu’en 2021 [les insurgés de](#)

[l'assaut du Capitole](#) affichaient les drapeaux et les insignes des miliciens. De leur côté, les mobilisations pacifiques des habitants de Minneapolis s'inscrivent dans l'histoire des grandes luttes sociales aux Etats-Unis. Celles et ceux qui tentent de protéger leurs voisins immigrés de la violence d'Etat utilisent des pratiques de résistance passive qui ont traversé l'histoire des Etats-Unis.

Dans les manifestations de janvier revenait justement le mot d'ordre « résister comme en 1776 ». Pourquoi cette allusion aux révolutionnaires antimonarchistes ?

Ce slogan renvoie à l'idée que le citoyen a d'autres leviers de résistance que la lutte armée pour agir sur le pouvoir de l'Etat. A partir des années 1760, lorsque les colonies anglaises d'Amérique du Nord ont commencé à s'opposer à la puissance coloniale britannique, puis pendant la guerre d'indépendance [1775-1783], cette résistance populaire a joué un rôle important.

La presse américaine, alors en plein essor, a encouragé la population à boycotter les produits anglais. Ce mouvement de « non-importation » a conduit à l'abrogation des taxes que la monarchie britannique voulait imposer aux colonies. Les femmes ont participé activement à ces campagnes, dans une société patriarcale où elles n'avaient aucune place dans l'espace public.

Ce slogan fait aussi écho aux propos de Donald Trump, qui s'est représenté à de nombreuses reprises en roi sur les réseaux sociaux. Depuis juin 2025, [le mouvement No Kings \(« pas de roi »\) appelle les Américains à manifester](#) et à boycotter les entreprises qui soutiennent l'administration Trump. Ces manifestants défendaient l'ordre républicain, rappelant que le pouvoir arbitraire du président tel qu'il se déploie aujourd'hui n'est pas dans l'ADN de la République.

Vous écrivez que la déclaration d'indépendance de 1776 ne contient pas de projet politique à proprement parler. Que voulez-vous dire ?

Dans la déclaration de 1776, le préambule s'adresse au monde dans le langage des Lumières en rappelant que « tous les hommes sont créés égaux » et sont doués de « droits inaliénables » parmi lesquels « la liberté et la quête du bonheur ». Mais le texte se poursuit ensuite par une liste de griefs à l'encontre du roi d'Angleterre et ne comporte pas de contenu républicain explicite. A l'époque, les Etats n'envisagent une union que dans le cadre de la guerre et revendiquent un gouvernement propre à chaque Etat.

Dans la Constitution de 1789, les révolutionnaires choisissent finalement un gouvernement fédéral. Elle limite le pouvoir de l'Etat central et garantit des droits individuels, mais ces droits ne concernent qu'une partie de la population, blanche et masculine. L'égalité et la liberté, au fondement du système politique états-unien, restent alors à construire. Ce sont ces idées dont vont s'emparer les minorités pour étendre à l'ensemble de la population les droits de la démocratie.

Quelles ont été les grandes étapes de cette construction ?

La première étape est, bien sûr, l'abolition de l'esclavage en 1865, après la guerre de Sécession. Le premier mouvement des droits civiques, porté par des militants abolitionnistes noirs et blancs, se développe dans les Etats du Nord et joue alors un rôle décisif dans ce basculement. Le droit de vote des femmes, introduit en 1920, est aussi une victoire collective, celle du mouvement des suffragistes qui, pendant près d'un demi-siècle, développe des actions très organisées et d'une créativité remarquable. Une troisième étape intervient dans les années 1960 avec la loi sur les droits civiques [1964] et [la loi protégeant le droit de vote pour les personnes noires \[1965\]](#). Les militants noirs pour les droits civiques utilisent des pratiques de résistance passive pour faire abolir la ségrégation, dont s'inspirent les citoyens de Minneapolis aujourd'hui.

Ce sont ces luttes que Donald Trump veut supprimer du récit national, en même temps qu'il cherche à revenir sur les droits conquis. Depuis son premier mandat, les droits des femmes sont dans le viseur du président américain, comme on l'a vu avec [la décision de la Cour suprême supprimant le droit constitutionnel à l'avortement, en 2022](#), grâce aux voix décisives apportées par les juges qu'il a nommés. Les mesures anti-immigrationnistes s'inscrivent, elles, dans une peur [liée à la [théorie raciste](#)] du « grand remplacement ». Les projections de la population américaine montrent qu'en 2050 la majorité des Américains ne seront plus blancs, ce qui suscite dans l'entourage de Donald Trump une angoisse profonde.

Quant à la garantie des droits individuels, elle est bafouée lorsque l'administration autorise l'arrestation de citoyens en règle. Le droit de ne pas être emprisonné sans jugement a valeur constitutionnelle aux Etats-Unis. C'est ce que rappellent les manifestants anti-ICE dans les rues de Minneapolis.

Comment expliquer le paradoxe qui conduit les Etats-Unis à s'attaquer aux immigrés, alors même que le pays s'est construit grâce à l'immigration ?

L'histoire de l'immigration aux Etats-Unis n'est pas linéaire. Durant certaines périodes, elle a été encouragée parce qu'elle était utile au développement industriel. Mais les luttes sociales ont aussi été l'occasion de conflits intercommunautaires, et les gouvernements ont alors choisi de fermer les vannes ou d'imposer des quotas par origine. Au XVIII^e siècle, par exemple, ils favorisaient les immigrés allemands protestants plutôt que les immigrés irlandais catholiques. Au début du XIX^e siècle, la priorité était donnée aux Européens du Nord, les Italiens étant alors considérés comme non blancs. Aujourd'hui, les Latino-Américains sont dans le viseur de l'administration.

La haine de Trump pour ceux qu'il considère comme des parasites s'inscrit dans le déni et le refus d'une Amérique égalitaire et multiculturelle. N'oublions pas qu'il est entré en politique en 1989, en achetant une pleine page du *New York Times* pour réclamer la mort de cinq adolescents noirs accusés de viol et de meurtre, ensuite innocentés. Depuis l'abolition de la ségrégation en 1965, le racisme est devenu honteux aux Etats-Unis. Mais il est resté bien présent dans certains cercles auxquels s'adresse Donald Trump en mobilisant une politique du ressentiment.

L'administration Trump a annoncé le retrait de l'ICE à la suite des manifestations. Que dit cette décision de l'état de la démocratie aux Etats-Unis ?

Ce retrait montre que le peuple est encore souverain et que la démocratie américaine n'est pas aussi fragile qu'on peut le penser face à la violence présidentielle. Il existe un attachement profond des citoyens américains à l'Etat de droit et aux libertés fondamentales. Les habitants qui descendent dans la rue pour défendre leurs voisins immigrés sont formés depuis l'école à chérir la Constitution qui garantit ces droits.